

**Fin des solutions technologiques garanties : Document
d'orientation sur le rôle du Canada dans le sous-
développement agricole de l'Afrique**

Document d'orientation à l'intention du Comité sénatorial permanent des
affaires étrangères-Étude sur l'Afrique

Préparé par :

Le groupe de travail sur la politique canadienne concernant la
biotechnologie agricole et les pays en développement

Ottawa, mai 2005

Le présent document d'orientation a été préparé pour donner suite à une demande du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères en vue d'obtenir des renseignements sur les politiques étrangères du Canada et leurs effets sur le développement agricole en Afrique.

Le groupe de travail sur la politique canadienne concernant la biotechnologie et les pays en développement présente ce document d'orientation. Le groupe de travail est composé d'organismes de développement international, de groupes d'agriculteurs et d'autres organismes de la société civile dont la *Canadian Organic Growers*, ETC Group, Inter Pares, la National Farmers Union, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada, l'Union paysanne et USC Canada.

« Que peut faire le Canada pour aider l'Afrique? Devons-nous envoyer des agriculteurs ou des avocats? Il semble s'agir d'un problème politique. » (Sénateur Frank W. Mahovlich, 8 mars 2005).¹

Le débat du Comité sénatorial canadien concernant le rôle de la science et de la technologie – particulièrement la biotechnologie – en Afrique est opportune. Au cours du sommet du G8 à Édimbourg en juillet prochain, les leaders discuteront de l'initiative canadienne d'une stratégie scientifique « de lutte contre la pauvreté » pour les pays en développement. Bien qu'on en soit encore à discuter des détails, nous croyons que les éléments de la stratégie comportent le soutien à la recherche scientifique liée au changement climatique, les nouvelles nanotechnologies et la biotechnologie agricole. Dans un récent article du *New Scientist*, David King, le conseiller scientifique du premier ministre Tony Blair, rapportait l'importance pour le G8 de créer de nouveaux Centres d'excellence en Afrique et félicitait particulièrement le Canada concernant le Centre de biosciences pour l'Afrique orientale et centrale (BECA)² en voie d'être établi à Nairobi au Kenya.³ Toutefois, l'examen minutieux de l'histoire de l'aventurisme scientifique en Afrique des 60 dernières années présente une mise en garde pour les délibérations du G8 et l'engagement du Canada dans BECA. Le Canada et la Grande-Bretagne, en particulier, ont de bonnes raisons d'agir avec prudence.

Il ne fait aucun doute que la science et la technologie ont un rôle important à jouer dans le développement international. Comme pour la plupart des interventions, cependant, tout est dans le « contexte ». Lorsqu'on présente de nouvelles technologies dans un environnement étranger en l'absence d'une demande clairement définie et d'une préparation minutieuse – comprenant le droit de refus des receveurs – on risque que l'outil l'emporte sur l'objectif.

En janvier 1950, le ministre des Affaires étrangères Lester Pearson se rendait au Sri Lanka pour participer à la Conférence de Colombo des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth laquelle avait lancé le programme canadien d'aide extérieure. Pearson était pleinement conscient de l'importance et des limites concernant l'imposition de nouvelles technologies aux peuples marginalisés. Pearson n'a pas seulement créé le Bureau de l'aide extérieure et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mais, dans ses dernières années de mandat, il proposait également l'idée d'un « Centre de recherches pour le développement international » (CRDI) qui a été fondé en mai 1970. Ami de la science, Pearson l'était encore davantage du Sud.

Lorsque que Mike Pearson a réalisé qu'il ne pourrait participer à la deuxième réunion de Colombo, il a envoyé un message au président l'avertissant que :

« La délégation (...) devrait considérer avec scepticisme les projets de développement exagérément grandioses. Des pompes manuelles peuvent être plus appropriées dans certaines régions que de grands travaux d'irrigation; il est possible qu'on ait davantage besoin de charrues que de tracteurs. »⁴

Il avait raison d'être préoccupé. Une fois de plus, il est important de mentionner que le président du CRDI n'était pas luddite – mais simplement en harmonie avec le contexte et pleinement conscient que la science et la technologie ne sont que des outils et non des solutions.

Si nous devons procéder à un examen approfondi de l'histoire de l'aventurisme scientifique en Afrique depuis la Deuxième Guerre mondiale, le projet serait long, fastidieux et décevant. En voici cependant quelques exemples...

1940 et 1950 : *Pas des cacahouètes!* – En 1946, le gouvernement travailliste de la Grande-Bretagne (Dr King prend acte) a cherché à la fois à stocker son garde-manger national et à améliorer la productivité en Afrique orientale en encourageant ses colonies à exporter l'arachide. On attribuait 25 millions de livres sterling à 13 200 kilomètres carrés pour la culture de l'arachide où se trouve maintenant la Tanzanie. Toutefois, les Britanniques ignoraient les conditions incompatibles du sol et ont sous-estimé les incertitudes climatiques comme les inondations, les sécheresses ainsi que les nuisances causées par les animaux sauvages ainsi que les questions locales en matière d'emploi. Le projet concernant l'arachide a finalement été abandonné en 1951 – anéantissant un investissement de 49 millions de livres sterling et portant préjudice aux vies et aux moyens d'existence de toutes les familles d'agriculteurs et des pasteurs qui ont été déplacés pour l'expérience. ⁵

1960 et 1970 : *Révolution ratée* – La soit-disant révolution verte qui s'est amorcée dans les années 1960 n'a pas eu lieu en Afrique du Sud du Sahara. Ce qui est à la fois une « bonne » et une « mauvaise » nouvelle. Il s'agissait particulièrement d'une mauvaise nouvelle pour le GCRAI (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) qui avait rassemblé diverses initiatives de la révolution verte des années 1960 et du début des années 1970 en vue de promouvoir un rendement élevé du blé demi-nain, du riz et du maïs. Depuis sa formation en 1972, et jusqu'en 2003, le GCRAI a dépensé environ 45 pour cent de son budget annuel en Afrique du Sud du Sahara pour appuyer quatre Centres d'excellence.⁶ Ce montant équivaut à 3 116 millions de dollars américains investis sur une période de 31 ans. Le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie ont prêché par l'exemple au GCRAI – particulièrement en Afrique.⁷ Le groupe d'experts international dirigé par Maurice Strong qui a évalué les travaux du GCRAI à la fin de la dernière décennie a reconnu que, malgré des années d'intervention scientifique et des dépenses massives, le GCRAI n'avait que peu à montrer de ses efforts.⁸

Nous avons dit qu'il s'agissait à la fois d'une bonne et d'une mauvaise nouvelle. Le fait que l'orientation uniformisée de la révolution verte n'ait pas touché l'Afrique constitue la bonne nouvelle. Le continent a été épargné de l'homogénéisation industrielle de sa culture vivrière et jouit toujours d'une importante diversité biologique desquelles l'Afrique peut renforcer sa propre sécurité et souveraineté alimentaire.

1970 et 1980 : *Inexpérience* – Au milieu des années 1970, le Canada construisait une immense boulangerie automatisée à Dar Es Salaam en Tanzanie. La boulangerie a non seulement miné les petites boulangeries locales déjà en opération mais elle a coupé la demande pour les récoltes indigènes et a créé une demande pour le blé canadien. La boulangerie a débuté ses opérations en 1976, cinq ans plus tard que prévu et a coûté aux contribuables canadiens 1,7 millions de dollars-- 3 fois plus que le budget d'origine. La boulangerie reste un des exemples les plus flagrants d'aide extérieure inappropriée de l'histoire moderne.⁹

1970 et 1990 : *Le rêve du blé* – En vue de répondre à la demande en blé transformé, l'ACDI a lancé un projet de 100 millions de dollars pour la production de blé en Tanzanie pour approvisionner sa boulangerie. On a enlevé 100 000 acres de terrain aux pasteurs et aux villageois pour faire place au blé et aux tracteurs, qui avaient tellement préoccupé M. Pearson trente ans plus tôt. Les relations inter-tribales se sont détériorées, des personnes ont été battues, emprisonnées et tuées, et les disputes relatives à la terre se poursuivent toujours.¹⁰ Ce projet n'est pas seulement une violation des droits de l'homme mais aussi un échec économique de grande importance puisque les fermes dépendent encore de l'aide du Canada, vingt ans après avoir établies.¹¹ Les répercussions de l'échec de cette aventure scientifique continuent d'être une source d'embarras pour le Canada.

2000 : *La biotechnologie comme solution garantie?* – Les gouvernements canadien et britannique offrent maintenant une proposition scientifique axée sur la lutte « contre la pauvreté » en Afrique. Le Canada a déjà lancé le Centre de biosciences pour l'Afrique orientale et centrale comme un autre Centre de l'excellence. Sans consultation suffisante, ce projet de 30 millions de dollars est né à la suite du sommet du G8 au Canada. Bien que le gouvernement canadien insiste sur le fait que BECA n'est pas un centre biotechnologique mais plutôt de biosciences, ce n'est pas l'impression laissée en Afrique et au GCRAI. Lors de la réunion de la Commission FAO à Rome en novembre dernier, un représentant du GCRAI membre du CIPEA (Centre international pour l'élevage en Afrique), (l'Institut qui sera l'hôte du BECA) mentionnait aux gouvernements réunis que BECA n'est rien de moins qu'un centre de biotechnologie. À coup sûr la pléthore des centres de biotechnologie agricole, les efforts promotionnels et de « formation » entrepris par les organismes gouvernementaux américains comme la USAID, les sociétés en biotechnologie et les organismes non gouvernementaux comme le ISAAA¹², suggérerait que BECA n'est qu'un de ces efforts promotionnels n'ayant que peu à voir avec la science axée sur la lutte contre la pauvreté ou la souveraineté alimentaire.

Que signifie tout cela en ce qui concerne les programmes d'aide et, plus précisément, pour la science et la technologie en Afrique? Cela ne veut pas dire que nous abandonnons la science et la technologie comme des outils servant à améliorer le bien-être. Cela signifie que nous devons considérer ces nouveaux outils scientifiques avec « scepticisme » (comme l'avait conseillé Mike Pearson il y a cinquante ans) et nous

devrions garder la science dans le contexte d'un vaste programme de développement. À la lumière de 60 ans de sous-développement en Afrique, voici certaines considérations fondamentales à garder en tête lors de l'élaboration d'une politique :

Les politiques agricoles doivent être guidées par le savoir des intervenants locaux et établies à partir de la base. L'époque de la science « fourre-tout » doit se terminer. L'Afrique a eu suffisamment de Centres d'excellence « éléphants blancs ». Les Africains conçoivent eux-mêmes des stratégies de développement agricole et rural. Bon nombre d'entre-elles comprennent une partie scientifique. Nos ressources devraient soutenir ces initiatives et nous devrions encourager la collaboration entre les gouvernements dans la région, entre les gouvernements et la société civile – particulièrement les organismes d'agriculteurs et les associations communautaires—et entre les gouvernements et le monde universitaire. Les ressources importantes que le Canada donne maintenant par l'entremise de l'ACDI et du CRDI aux initiatives comme le GCRAI et BECA devraient être converties pour soutenir le développement rural et les stratégies agro-écologiques qui renforceront la souveraineté alimentaire dans l'ensemble du continent.

« (...) si vous demandez à un Malien ce dont il a besoin, il vous répondra qu'il a besoin d'une charrue, deux bœufs et de l'eau pour irriguer son champ. Il ne vous dira pas qu'il a besoin de semences génétiquement modifiées. » (Ibrahima Coulibaly, agriculteur malien).¹³

Nous devons nous rappeler que les peuples défavorisés ne sont pas des cobayes. Les communautés très vulnérables dont la résilience a été affaiblie ne sont pas de bons sujets pour les expériences de personnes bien intentionnées. Il est toujours préférable de s'appuyer sur les propres forces de la communauté plutôt que d'introduire de nouvelles incertitudes. Comme Ibrahima Coulibaly, un agriculteur malien, le mentionnait devant une audience du Comité sénatorial en mars concernant l'intervention de la Banque mondiale et du FMI :

« Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi ces pays défavorisés servent de cobayes dans des approches qui ne sont même pas utilisées dans les pays qui financent ces institutions. C'est inacceptable ».

Nous devons reconnaître que l'Afrique est une région très diversifiée sur le plan biologique et que les politiques uniformes ne fonctionnent tout simplement pas. L'Afrique est un centre d'origine pour le café et pour une gamme de céréales comme le sorgho, le millet perlé, le mil rouge, le fonio et le riz africain. Elle est un centre secondaire de diversité pour la culture de l'orge et du blé en région tempérée. Plutôt que de ne pas tenir compte de la diversité – une richesse qu'ont bâti des milliers de générations de familles d'agriculteurs africains—nous devrions voir ce que les Africains y voient : la composante de base de la sécurité alimentaire et du développement rural. De plus, la sécurité alimentaire du Canada, et pour la question qui nous intéresse, le système alimentaire mondial, sont inextricablement liés à la conservation in situ et aux utilisations durables de la biodiversité agricole qu'on trouve habituellement dans le tiers monde. N'oublions pas que l'orge nord-américain a été décimé en 1950 au Canada et aux États-

Unis à la suite d'une flambée du virus de nanisme jaune. Ces cultures ont pu survivre uniquement grâce aux gènes résistants qu'on trouve dans une variété d'orge d'Éthiopie. ¹⁴

Nous devons bannir la technologie du terminateur dans chaque pays et appuyer l'interdiction internationale des Nations Unies. En 2000, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique demandait un moratoire *de facto* sur l'introduction du terminateur. Le terminateur (ou technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques) est une technologie relative aux semences génétiquement modifiées qui les rend stériles au moment de la récolte et qui force les fermiers à acheter de nouvelles semences toutes les saisons. D'éminents scientifiques, le FAO, le GCRAI, et des gouvernements comme ceux de l'Inde et du Brésil ainsi que certaines entreprises de semences internationales s'entendent sur le fait que la technologie devrait être interdite. Cependant, en février dernier, à un sous-comité de la Convention sur la biodiversité, la délégation du gouvernement canadien avait le mandat d'essayer de mettre fin au moratoire et de « bloquer » tout autre dénouement. La position du Canada a étonné les autres gouvernements et a choqué le public canadien. Les pays d'Afrique, en particulier, considèrent que la technologie du terminateur est une menace à la sécurité alimentaire. Puisque le gouvernement canadien insiste de règle sur une prise de décision « axée sur la science », il a été particulièrement pénible de voir notre gouvernement tenter de bloquer les délibérations scientifiques en vue d'arriver à un dénouement purement politique. Si le Canada doit avoir une certaine crédibilité en proposant une stratégie scientifique fondée sur la lutte contre la pauvreté au sommet du G8 en juillet, il devra amender sa politique relative au terminateur et soutenir l'interdiction de la technologie au Canada et à l'étranger.

Nous ne devons pas continuer d'imposer des politiques économiques néo-libérales. Nous devons être conscients que l'Organisation mondiale du commerce, les accords commerciaux régionaux et bilatéraux – ainsi que les interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international – peuvent anéantir les efforts les plus constructifs visant à créer la sécurité alimentaire et le bien-être. Le Canada doit diriger ses négociations à l'OMC, entre autres, pour adopter non pas une stratégie fondée sur la lutte contre la pauvreté mais plutôt une politique commerciale « pro Sud ». Le Canada peut être un chef de file en soutenant les politiques protégeant les moyens de subsistance des agriculteurs et les marchés locaux. La Commission canadienne du blé et les commissions de gestion des approvisionnements ont été fondamentales pour les agriculteurs canadiens. Des instruments similaires ont existé en Afrique jusqu'à ce que les mesures d'ajustement structurel du FMI et la Banque mondiale les démantèlent. Le Canada peut aider à reconstruire ces institutions et à réclamer de la souplesse pour les pays qui établissent des politiques agricoles nationales qui profiteront à leurs propres citoyens.

Nous devons appuyer les processus démocratiques qui permettent aux pays de concevoir leurs propres politiques agricoles pour assurer la souveraineté alimentaire. Lorsque Mike Pearson a aidé à l'établissement du Centre de recherches pour le développement international au début des années 1970, la plupart des débats sur le développement étaient fondés sur le concept de la « théologie de la libération » - notion voulant que le changement social découle des négociations politiques et des changements

effectués par le peuple. Aujourd'hui, le débat sur l'aide—tel qu'il est – est ciblé sur la « technologie de la libération » -- l'espoir fantaisiste que les retombées technologiques redresseront en quelque sorte nos échecs sociaux. Comme en témoignent les tracteurs Massey-Ferguson qui rouillent dans les champs d'Afrique, il n'existe pas de solutions simples – aucune solution garantie. Il n'y a pas de raccourci technologique à la justice sociale.

BIBLIOGRAPHIE ET NOTES

¹ Mahovlich, F.W. Déclaration prononcée pendant l'audience du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, 8 mars 2005.

² En anglais, l'acronyme BECA signifie Biosciences centre for East and Central Africa.

³ King, D. 2005. *Science to offer hope to Africa*, *New Scientist*, 19 mars 2005.

⁴ Pearson, Lester B. 1972. *Mike: Memoirs of the Right Honorable Lester B. Pearson*, Volume 2, University of Toronto press, Toronto, p.110

⁵ www.explore-government.com/government/T/Tanganyika_groundnut_scheme.html

⁶ Les quatre Centres d'excellence sont : l'Institut national de recherche sur l'élevage et le Centre mondial d'agroforesterie (tous deux à Nairobi au Kenya), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA, au Nigeria) et l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) qui se trouve, temporairement, au Nigeria. Rapport annuel du GCRAI, p. 53, accessible en ligne au : www.cgjar.org/pdf/ar2003_section6.pdf

⁷Le Canada a lui seul a fourni 381 millions de dollars américains sur une période de 31 ans. En 2003, Le Canada a investi 22,8 millions de dollars américains (dont une subvention de 1,9 millions de dollars américains du Centre de recherches pour le développement international – CRDI) Source : GCRAI, 2003, Rapport financier. Accessible en ligne au : www.cgjar.org/pdf/ar2003_section7.pdf

⁸ Mooney, P. 1998. Membre du groupe d'experts du *Third Systemwide Review* du GCRAI.

⁹ Carty, R. et V. Smith, 1981. *Underdevelopment Assistance*. Dans : *Perpetuating Poverty: the Political Economy of Canadian Foreign Aid*. Between the Lines, Toronto. p. 71-74.

¹⁰ Monbiot, G. 1994. *The Scattering of the Dead*. *The Guardian*, 23 novembre.

¹¹ Lane, C. 1991 *Wheat at What Cost? CIDA and the Tanzania-Canada Wheat Program*. Dans : *Conflicts of Interest: Canada and the Third World*. Between the Lines, Toronto. p. 133-160.

¹²Le *International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications* soutient le transfert de la biotechnologie agricole aux pays en développement. Il est financé, en partie, par des géants de la biotechnologie comme Dupont, Monsanto et Syngenta. Pour plus de renseignements : www.isaaa.org

¹³ Coulibaly, I. 2005. Déclaration prononcée pendant l'audience du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, 8 mars 2005. Traduit du français.

¹⁴ On estime qu'à elle seule, la variété résistante permet aux agriculteurs californiens d'épargner 150 millions de dollars américains en pesticide par année. Source : Qualset, C.Q. 1975. *Sampling germplasm in a centre of diversity: an example of disease resistance in Ethiopian barley*. Dans : *Crop Genetic Resources for Today and Tomorrow*. Publié par Frankel O.H. & J.G.Hawkes. Cambridge University Press, Cambridge. p: 449-453.